

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'**AGROALIMENTAIRE**

Atelier thématique n°7 (IAA):

Thème - «Soutenir l'émergence de stratégies collectives et de projets collaboratifs dans les industries agroalimentaires »

Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

☐ Objectifs généraux

Mobiliser l'ensemble des acteurs des filières bois dans les territoires

Contribuer au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

☐ Leviers de conduite de la réflexion: 8 thèmes de travail, dont 3 obligatoires*

Attentes de la société: produits correspondant à la demande, production durable

Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle

Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés

*Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue

*Compétitivité des entreprises sur tous les marchés, promotion des produits

Relations commerciales des acteurs de la filière

*Stratégies collectives, projets collaboratifs

D'autres thèmes peuvent être proposés localement puis traités

☐ Objectif opérationnel

Etre **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

Introduction: objectifs et cadre général (2/2)

APPUI: REFERENT *BOIS* DRAAF/DIRECCTE (et son équipe)

☐ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

☐ Contact

Florence TESSIOT, directrice adjointe de la DRAAF de Basse-Normandie

- Par téléphone et courriel

Bureau: 02 31 24 97 08

Mél: florence.tessiot@agriculture.gouv.fr

- Participation au(x) point(s) d'étape

Date: 18/12/2012 – 27/02/2013 – 19/03/2013

Lieu:

Constitution du groupe

☐ Membres

- ☐ DRAAF, DIRECCTE, CRBN,
- ☐ ANEA et ARDEFA
- ☐ 5 entreprises
- ☐ Un représentant syndical
- ☐ Représentants des organismes suivants :
 - ☐ OPCALIM, CIRLAIT, Filière qualité race normande,
 - ☐ ADRIA Normandie,
 - ☐ Pôle de compétitivité VALORIAL,
 - ☐ CCI
 - ☐ ADEME
 - ☐ ENIL
 - ☐ Chambre régionale d'agriculture, IRQUA Normandie

☐ Industriel pilote

M .Gérard LEBAUDY (BISCUITERIE DE L'ABBAYE)

☐ Copilote

Mme Anne BRICE , secrétaire générale de l'Association normande des entreprises alimentaires (ANEA)

☐ Secrétaire

Mme Fabienne DI PALMA (DIRECCTE BN)

Calendrier des réunions de travail

☐ Date 1: 29 janvier 2013

☐ Adresse lieu 1: société FLORETTE, LESSAY 50

Absents: représentants des associations de consommateurs, et représentants de la distribution

☐ Date 2:

☐ Adresse lieu 2:

Absents:

☐ Date 3:

☐ Adresse lieu 3:

Absents:

Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

☐ Périmètre et définition du thème

Problématiques retenues pour le thème

1 La LME doit-elle être mieux appliquée ou modifiée?

État des lieux, blocages, dérives constatées (impossibilité de répercuter les hausses de prix..).

Faut-il modifier la LME ou l'appliquer plus strictement?

2 Comment créer de la valeur? Comment partager la valeur entre les acteurs?

Par quels moyens créer de la valeur : innovation, signes de qualité, marques collectives, économies d'énergie.

Peut-on redonner de la valeur à l'alimentation?

Comment la partager entre les acteurs, du producteur au consommateur?

3 Quel est le rôle des pouvoirs publics : dans la régulation des marchés, dans les relations commerciales, vis-à-vis du partage de la valeur, sur la compétitivité des entreprises françaises?

☐ Appuis existants

Etudes, rapports, actions collectives, dispositifs...

Rapport de l'observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires

Témoignages sur les signes de qualité, les marques collectives

Constat et analyse des enjeux - Synergies

☐ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour les filières IAA régionale et française, au regard du thème choisi

Malgré la LME, la majorité des IAA sont confrontées à des blocages dans la négociation des prix avec la grande distribution, très concentrée. Elles ne peuvent répercuter les hausses de matières premières, ni dénoncer les pratiques abusives.

La part du budget des ménages consacrée à l'alimentation décroît régulièrement et le prix reste le critère d'achat prédominant. Il paraît difficile de concilier la défense du pouvoir d'achat du consommateur et le maintien de la valeur ajoutée dans les entreprises.

Les IAA doivent à la fois améliorer leur image vis-à-vis de l'opinion publique et des médias, renforcer l'innovation, faire reconnaître leurs produits par des signes de qualité, retrouver la rentabilité.

☐ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques

Atelier emploi-formation : les IAA doivent améliorer leur image tant vis-à-vis des consommateurs que des jeunes et leurs familles pour attirer vers leurs métiers

Atelier financement : problème de la faible rentabilité des IAA et du besoin en fonds propres

Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national

- 1 Mieux appliquer la LME en créant des sanctions administratives plus rapides et plus souples que les sanctions judiciaires, en améliorant la confidentialité des signalements (dans les circonstances actuelles, aucune entreprise ne peut se hasarder à porter plainte)
- 2 Améliorer l'image des IAA pour aller vers une bonne reconnaissance du secteur industriel : communication positive, éducation à l'alimentation, gestion des « crises » mieux coordonnée, organiser un rendez-vous sociétal fort et emblématique autour de l'agroalimentaire français (exemples: Grenelle de l'agroalimentaire, fête de l'alimentation)
- 3 Organiser un meilleur partage de la valeur ajoutée entre les différents maillons de la filière impliquant tous les acteurs, « de la fourche à la fourchette ».


☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional

Thème 7 - fiche-action 1/3

<p>ACTION: <i>Nature</i> nationale; <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Améliorer l'application de la LME</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer des sanctions administratives, plus faciles à mettre en œuvre et plus rapides que les sanctions judiciaires - Améliorer la confidentialité des signalements pour éviter le risque de déréférencement des entreprises par la distribution. <p>Durée liée à l'application de la loi</p>
<p>OBJECTIF: Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p>	<p>Impact attendu : rééquilibrer les relations commerciales entre PME et GMS ; éviter le déréférencement –sanction des PME.</p> <p>Niveau de Priorité : élevé</p>
<p>SYNERGIES: <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Lien avec les contrôles réguliers exercés par l'administration de la concurrence</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Cible nationale Acteur : pouvoirs publics</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	<p>Aucun</p>

Proposition d'action n°1

Thème 7 - fiche-action 2/3

<p>ACTION: <u>Nature nationale</u>; <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <u>Durée</u> et <u>calendrier</u> de mise en œuvre.</p>	<p>Améliorer l'image des IAA par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une communication positive, - une gestion des crises maîtrisée et bien concertée au niveau central, un droit de réponse des entreprises - une éducation à l'alimentation, à la nécessaire diversité des aliments. - un grand rendez-vous sociétal pour valoriser l'image des IAA (n Grenelle de l'agroalimentaire, fête de l'alimentation) 	
<p>OBJECTIF: Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action.</p>	<p>Rompre avec la mauvaise image de l'agroalimentaire relayée en permanence par les médias. Redonner de la valeur à l'alimentation pour le consommateur, afin de permettre l'acceptation d'une hausse même minime des prix et, pour les entreprises, retrouver la rentabilité</p> <p>Niveau de priorité : élevé</p>	
<p>SYNERGIES: <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <u>d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <u>d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Politique publique de l'alimentation, programme national de l'alimentation; mise en œuvre de la maison de l'alimentation Lien avec la semaine de l'industrie Interaction avec l'atelier emploi formation</p>	
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Tous publics Acteurs : pouvoirs publics, OPA, interprofessions</p>	
<p>COÛT PRÉVISIONNEL: <u>Proposition d'action n°1</u>: Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues; Pistes de <u>financements privés</u>; Modalités financières d'intervention <u>publique</u>. Proposition d'action n°2</p>	<div data-bbox="1700 1146 1903 1406">  <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT</p> <p>MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF</p> </div>	

Thème 7 - fiche-action 3/3

<p>ACTION: <i>Nature</i> (nationale/régionale); <i>Descriptif</i> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes); <i>Durée</i> et <i>calendrier</i> de mise en œuvre.</p>	<p>Organiser un meilleur partage de la valeur ajoutée entre les différents maillons de la filière</p> <ul style="list-style-type: none"> -créer un label de type commerce équitable français garantissant une juste rémunération de chaque maillon de la filière -encourageant la contractualisation entre producteurs et industriels.
<p>OBJECTIF: Quel <i>impact</i> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme; <i>Cohérence</i> de l'action avec les enjeux du secteur; Justification du <i>niveau de priorité</i> de l'action.</p>	<p>Impact recherché : permettre un bon développement des filières et notamment soutenir les filières d'élevage</p>
<p>SYNERGIES: <i>Liens</i> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions; <i>Interaction</i> avec d'autres ateliers thématiques; Possibilité <i>d'ouverture</i> de l'action à d'autres secteurs; Possibilité <i>d'expérimentation</i> dans la région (si action de niveau national).</p>	<p>Liens avec les mesures agricoles et agro-environnementales existantes ou à venir</p>
<p>CIBLE ET PARTICIPANTS: <i>Cible</i> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex: 50 PME); <i>Acteurs</i> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteurs).</p>	<p>Agriculteurs, OPA Entreprises agroalimentaires, Distribution: GMS et acteurs des circuits courts</p>
<p>COUT PREVISIONNEL: Liste et <i>montants indicatifs</i> des dépenses prévues; Pistes de <i>financements privés</i>; Modalités financières d'intervention <i>publique</i>.</p>	